



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Vendredi 21 septembre 2012  
Numéro 181

Médiarama, [www.alintiqad.com](http://www.alintiqad.com)

## Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*La stratégie de Sleiman: une potion douce pour des équations improbables*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*La vision défensive de Sleiman: la Résistance sous le contrôle de l'Armée. Protestation calme de la part du 14-Mars*

Al Akhbar (proche de la gauche)

*Le 14-Mars: le projet Sleiman est vide*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Des politiciens et des juges sur la liste des cibles à abattre*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*La stratégie Sleiman: les armes sous le contrôle de l'Armée*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Assad brûle Raqa: des dizaines de morts dans un raid contre une station-service*

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

*Massacre dans un raid aérien contre une station-service à Raqa*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*L'Amérique avertit Israël: une attaque contre l'Iran poussera l'Egypte et la Jordanie à dénoncer les traités de paix*

## L'événement

### **Stratégie de défense: le 14-Mars gêné par le projet Sleiman**

Le président de la République, Michel Sleiman, a présenté hier à la table du dialogue sa vision de la stratégie de défense nationale qui, sans correspondre à celle du Hezbollah, reste très éloignée des revendications du 14-Mars. Le projet de chef de l'Etat ne part pas du principe du désarmement de la Résistance, comme le réclame l'opposition, mais de l'intégration de celle-ci dans une structure au sein de laquelle l'Armée libanaise aurait le dernier mot.

Michel Sleiman reste donc attaché à la formule armée-peuple-résistance mais il propose de modifier l'ordre d'importance des différents acteurs dans cette équation en donnant le rôle principal à l'armée. Ce qui est tout à fait naturel venant de la part du président de la République, censé représenter l'Etat et défendre la Constitution.

La stratégie du président Sleiman est un document en trois chapitres, qui a été distribué aux participants qui ont demandé un délai pour l'étudier. Une autre séance a donc été fixée au 12 octobre.

Lors de la séance d'hier, le principal représentant du 14-Mars, l'ancien Premier ministre Fouad Siniora, a tenté de réorienter les débats en évoquant la présumée présence de Gardiens de la Révolution au Liban, demandant au Hezbollah d'adopter une position claire à cet égard. Le chef du bloc parlementaire du Hezbollah, M. Mohammad Raad, a dénoncé «la surenchère» autour de cette question, rappelant que «le président Sleiman a pris toutes les mesures nécessaires à ce niveau». Le leader du Courant patriotique libre, Michel Aoun, a pour sa part réaffirmé qu'il ne «ne voit pas les pasdaran au Liban».

Le chef du Parti socialiste progressiste, Walid Joublatt, a quant à lui qualifiée de «très importante» la proposition du président Sleiman. Soulignant qu'elle n'est pas définitive, il a ajouté que pour la première fois «les sujets fondamentaux commencent à être abordés». «La stratégie de défense ne se règle que par un dialogue lent et progressif», a-t-il rappelé.

Bien qu'aucune réaction n'a encore été publiquement exprimée par les différents participants au dialogue, la presse a laissé filtrer, ce vendredi, l'état d'esprit des protagonistes. An Nahar titre en Une que les indices d'une «protestation calme» de la part du 14-Mars contre le projet Sleiman commencent à apparaître. Al Akhbar écrit pour sa part que le 14-Mars considère que «la proposition du président de la république est vide». Pour As Safir, la proposition du chef de l'Etat contient entre ses lignes un appel à toutes les parties libanaises au dialogue, qui reste le seul moyen pour trouver une solution aux questions litigieuses.

## Al Akhbar

*Firas El-Choufi, correspondant dans le sud du Mont-Liban*

Mardi soir 18 septembre, la région de Saadiyat (sur le littoral à 20 kilomètres au sud de Beyrouth, ndlr), a vécu un grave incident. Le domicile de Adel Hamadé a été la cible de tirs nourris de la part de proches, en raison de la visite, chez lui, d'une délégation du Hezbollah venue lui présenter ses condoléances après la mort de son père. Après l'agression, Adel Hamadé a pris sa famille et a quitté la région qui l'a vu naître et grandir.

Rifaat Al-Assaad, surnommé «al-Moukhtar», estime que la venue du Hezbollah à Saadiyat signifie qu'il tient les clés de l'Iqlim el-Kharroub. Selon al-Moukhtar, un grand nombre de membres du Hezbollah sont venus mardi soir sous prétexte de vouloir présenter leurs condoléances «au domicile de mon proche Adel Hamadé». «Ils ont commencé à tirer sur en direction des maisons du quartier, notamment ma maison. Nous avons été obligés de riposter pour nous défendre. Pourquoi ont-ils besoin de 100 hommes armés pour présenter leurs condoléances?», s'interroge-t-il. Adel Hamadé nie cette version des faits. Il raconte qu'une importante délégation du département de l'information du Hezbollah, accompagnée du responsable du Mont-Liban au sein du parti, Bilal Dagher, sont effectivement venus lui présenter les condoléances. Dès qu'ils sont descendus de voiture, ils ont été la cible de tirs nourris. «Les gardes du convoi ont été obligés de riposter. Les membres de la délégation se sont réfugiés à l'intérieur de ma maison», dit-il. L'échange de coups de feu a duré une demi-heure et l'armée n'a pu intervenir que lorsque les tirs ont cessé. Des sources proches des Brigades de la Résistance dans la région expliquent que le Courant du futur et les partisans du mufti du Mont-Liban, Mohammad Ali Jouzou, ont voulu provoquer le Hezbollah.

Dès qu'ils ont eu vent de l'incident, des groupes (sunnites) des tribus arabes de

## As Safir

Le conseil de la défense de Moustapha Badreddine, un des quatre accusés dans l'affaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, a fait paraître hier un communiqué estimant que son client ne peut pas bénéficier d'un procès équitable du moment qu'il fait partie des personnes contre qui le Trésor américain a infligé des sanctions. Il accuse les États-Unis d'ingérence politique dans les affaires du tribunal. «Le ministère du Trésor des États-Unis a décidé des sanctions à l'encontre de Moustapha Badreddine, "pour cause de soutien apporté aux activités terroristes du Hezbollah au Moyen-Orient et dans le reste du monde". La défense de Moustapha Badreddine considère que ces sanctions constituent une ingérence politique dans la procédure judiciaire en cours devant le Tribunal spécial pour le Liban. En faisant référence à l'acte d'accusation émis en juin 2011 par le procureur du tribunal pour justifier l'inscription de M. Badreddine sur la liste des terroristes internationaux, les autorités des États-Unis montrent bien peu de considération pour la présomption d'innocence et la régularité de la procédure pénale internationale», soulignent les avocats dans le communiqué diffusé en leur nom par le bureau de presse du TSL. «La défense conteste tout particulièrement les motifs qui poussent le Trésor à prononcer ces sanctions en ce moment précis. En effet, ces sanctions ne semblent pas, en ce qui concerne leur application à M. Badreddine, être liées à un quelconque soutien allégué de celui-ci au régime de Bachar el-Assad. Ayant été décidées quelques semaines après la fixation provisoire d'une date d'ouverture du procès -en mars 2013-, elles semblent plutôt avoir pour objectif d'influencer le tribunal, d'amener l'institution judiciaire à former un préjugé à l'encontre de M. Badreddine avant son procès à venir, et par conséquent d'interférer avec une administration régulière de la justice. Il convient notamment de souligner que le communiqué du ministère du Trésor américain ne mentionne aucunement que M. Badreddine est présumé innocent des accusations formulées à son encontre par le procureur du TSL», ajoutent-ils, avant de poursuivre: «Il est désormais fort improbable que M. Badreddine puisse jamais bénéficier d'un procès équitable devant le tribunal».

## ILS ONT DIT...

**Bachar al-Assad**, président de la République syrienne

«**L'Arabie saoudite et le Qatar** ont vu soudain de l'argent entre leurs mains après une longue période de pauvreté et ils croient qu'avec, ils peuvent acheter l'histoire, la géographie et un rôle régional. L'idée répandue selon laquelle l'Arabie saoudite, la Syrie et l'Égypte constituent la pierre angulaire de la stabilité dans la région est fautive. Cela a toujours été et restera la Syrie, l'Irak et l'Égypte. Riyad n'a servi avant le début du conflit syrien que de médiateur avec l'Occident qui n'apprécie pas l'axe de résistance contre le sionisme prôné par la Syrie. Quant aux Qataris, ils utilisent le pouvoir de l'argent et gravitent dans l'orbite de l'Occident en fournissant aux terroristes armes et argent pour répéter le même scénario qu'en Libye. Ils ont été les plus rapides à alimenter la violence. Le gouvernement turc ne s'intéressait pas aux intérêts de son peuple mais à ses ambitions, en particulier au projet du nouvel empire ottoman. Des hommes armés ont recours au terrorisme contre l'État syrien mais ils ne disposent d'aucun soutien parmi le peuple. En fin de compte, ils ne sortiront pas victorieux. Mais il faudra encore du temps pour que l'Etat l'emporte. Entre-temps, la porte du dialogue est ouverte et seul le dialogue avec l'opposition est à même de résoudre la crise.

**Marwan Hamadé**, député du Chouf (14-Mars)

«**Le Liban est-il face à une** occupation de fait de son territoire par l'Iran? Y a-t-il des officiers et des conseillers des gardiens de la révolution dans les casernes du Hezbollah? Si l'Iran est attaqué à l'extérieur, par Israël ou les États-Unis, le Liban sera-t-il le premier à faire face, et la guerre éclatera-t-elle à nos frontières? Cela signifie qu'il n'y a pas de stratégie de défense pour le Liban et qu'il entrera malgré lui en guerre.

## Guerre de calicots à Saïda

*Une guerre de banderoles a éclaté à Saïda entre la Jamaa islamiya et le parti Baas pro-syrien. Les partisans des deux formations se déchirent mutuellement les calicots accrochés dans la ville. Il y a quelques jours, une guerre similaire avait éclaté entre les partisans du cheikh intégriste Ahmad Al-Assir et de l'Organisation populaire nassérienne (8-Mars).*

## Falsifications: Huit syriens arrêtés à l'AIB

*La Sûreté générale libanaise a annoncé l'arrestation mercredi de six ressortissants syriens qui tentaient de quitter l'AIB à destination de pays européens avec de faux passeports suédois. Après interrogatoire, il s'est avéré qu'ils ont versé la somme de 63000 dollars américains pour obtenir ces faux papiers. Deux autres syriens ont été arrêtés hier à l'AIB munis de faux passeports syriens.*

## Violente charge de Ghannouchi contre les salafistes tunisiens

*Le chef du parti islamiste au pouvoir Ennahda, Rached Ghannouchi, a déclaré que les salafistes jihadistes sont un «danger» pour la Tunisie, et après l'attaque de l'ambassade américaine l'Etat tunisien doit «serrer la vis». «A chaque fois que des partis, ou des groupes outrepassent d'une façon flagrante la liberté il faut être ferme, serrer la vis et insister sur l'ordre», a-t-il dit à l'AFP, «Ces gens là représentent un danger non seulement pour Ennahda mais pour les libertés publiques dans le pays et pour sa sécurité».*

## L'Orient-Le Jour

*Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité*

Le patriarcat maronite avait tenté de créer une dynamique entre les chrétiens du 14 Mars et ceux du 8 Mars sous le titre: pour une meilleure représentativité des chrétiens. La visite du pape Benoît XVI aurait dû donner un nouvel élan à une entente interchrétienne au sujet de la loi électorale, mais il a fallu bien vite déchanter. Si les deux camps sont d'accord pour considérer qu'en théorie, la loi électorale de 2009 (1960 amendée) est défavorable aux chrétiens puisqu'une grande partie de leurs sièges sont choisis par des non-chrétiens, ils ne parviennent pas à s'entendre sur une même formule.

Dans l'absolu, le principe du vote proportionnel est celui qui assure la meilleure représentativité chrétienne et il est censé plaire aux deux camps chrétiens car s'il fait perdre au CPL des sièges au profit des chrétiens du 14 Mars dans certaines circonscriptions, l'inverse est vrai dans d'autres, alors qu'il assure l'élection des députés chrétiens par des voix chrétiennes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les plus farouches opposants au principe de la proportionnelle sont le courant du Futur et le PSP, qui, non seulement pourraient perdre «leurs» chrétiens, mais, de plus, auraient du mal à conserver la grande majorité des sièges druzes et sunnites. Un nouvel élément est apparu sur la scène sunnite avec l'émergence des mouvements salafistes qui pourraient être tentés de se lancer seuls dans la bataille électorale si le scrutin proportionnel est adopté. Avec le scrutin proportionnel, tel qu'il est présenté dans le projet du gouvernement, le courant du Futur devrait perdre une partie des sièges sunnites, notamment à Tripoli, à Saïda, à Beyrouth et dans la Békaa-Ouest. Il en est de même pour le parti de Walid Joumblatt qui contrôle actuellement les sièges de Aley (il a lui-même cédé un siège à l'émir Talal Arslane à Aley) et du Chouf. Pour la communauté chiite, aucune formule n'est susceptible d'apporter un grand changement, puisque le couple Amal-Hezbollah continue de bénéficier de 90% des voix selon les sondages.

Une source proche du 8 Mars estime que face à ce tableau, les chrétiens du 14 Mars sont coincés. Ils sont conscients du fait que le projet de loi électorale du gouvernement est plus favorable aux chrétiens en général, mais il n'est pas à l'avantage du 14 Mars dans son ensemble. Au contraire, certains instituts de sondage estiment que s'il était adopté, ce projet pourrait assurer la victoire du 8 Mars, sans même avoir recours aux députés de Walid Joumblatt.

## Al Hayat

L'Iran a intentionnellement désinformé les services spéciaux occidentaux au sujet de son programme nucléaire, a déclaré le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique Fereydoon Abbasi Davani.

«Nous fournissons intentionnellement de fausses informations lorsque nous n'avons pas d'autre choix que de tromper les services de renseignements étrangers. Parfois, nous faisons semblant d'être plus faibles ou plus forts que nous ne le sommes en réalité», a fait savoir l'expert nucléaire iranien.

Expliquant les raisons qui ont poussé la République islamique à désinformer l'Occident au sujet de son programme nucléaire, M. Abbasi Davani a indiqué que beaucoup d'agents des services secrets occidentaux, notamment le MI-6 britannique, étaient infiltrés au sein de l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA). Selon l'expert, la direction de l'AIEA agit souvent en fonction des informations fournies par les services secrets des pays occidentaux, hostiles envers l'Iran.

Les désinformations refont régulièrement surface lors des négociations entre l'Iran et l'AIEA, a conclu le responsable.

Les Etats-Unis et certains autres pays reprochent à l'Iran de vouloir se doter de l'arme nucléaire sous couvert d'un programme nucléaire qu'il prétend réaliser à des fins pacifiques. Téhéran reconnaît enrichir de l'uranium à 20%, mais affirme que ses activités nucléaires ont pour seul objectif de satisfaire les besoins du pays en électricité.